



Dans le monde entier, les exploitations paysannes font preuve d'une grande productivité par leur adaptation au contexte local. Mais les matières premières cultivées et produites ont de faibles marges bénéficiaires et sont soumises à de nombreux aléas tant au niveau de la production (climat, ravageurs) que de la commercialisation (produits périssables). Ces problèmes structurels ont été amplifiés par le développement d'un commerce international mal régulé qui a fait baisser le prix des produits agricoles locaux. La diminution des risques est une préoccupation primordiale des paysan-ne-s, alors que les projets de développement portent des innovations qui intrinsèquement tendent à les augmenter. La mise en œuvre de projets de développement doit prendre en considération cette aversion au risque de la part des populations impliquées.

Comment assurer des revenus décents aux petits producteurs et productrices dans le cadre des projets agro-alimentaires ?

RENFORCER L'AUTONOMIE ORGANISATIONNELLE

Se doter de capacités d'action collective constitue souvent un premier pas vers une meilleure maîtrise de la production et de sa valorisation (**Voir aussi fiche E : Organisations paysannes et réseau**). Mais créer des groupes de paysan-ne-s de manière ad-hoc pour un projet comporte plusieurs limites. Les paysan-ne-s marginalisé-e-s souvent illettré-e-s peinent à acquérir les compétences techniques, financières, sociales et politiques nécessaires dans le court laps de temps d'un projet. De plus, il convient de soutenir les capacités de gestion souvent faibles en raison d'une alphabétisation limitée, du manque de pratique dans la tenue des registres comptables et des fortes traditions orales.

Pour ces raisons, il est plus judicieux de travailler avec des organisations préexistantes (coopératives, groupements, associations) qui ont déjà de l'expérience. L'éthique de souveraineté alimentaire requiert une participation inclusive des membres tant dans les organes de décision que dans la mise en œuvre des projets. Et ceci également au niveau des instances faïtières, où les organisations paysannes sont souvent insuffisamment représentées. En soutenant les capacités organisationnelles de ses membres, l'organisation faïtière permet aussi aux coopératives de base de construire leur autonomie économique. Les associations au Nord ont intérêt à travailler dans cette optique avec leurs partenaires de terrain, naturellement en évitant les démarches intrusives ou dirigistes.

ENCOURAGER L'AUTONOMIE TECHNIQUE

Le savoir séculaire des paysan-ne-s est dévalorisé par une combinaison de facteurs : il produirait des denrées à peu de valeur ajoutée facilement multipliable qui entraînerait une tendance historique à la baisse de leur prix, il ne serait plus adapté aux conditions climatiques locales, il amènerait l'érosion des sols dans un contexte de sur-utilisation de la terre avec l'explosion démographique et, enfin, il conduirait à de très mauvaises pratiques (par exemple l'utilisation inconsiderée d'intrants chimiques) lors du mariage malheureux entre l'agriculture paysanne et l'agro-industrie moderne. Pour autant, ce savoir est constitué également de bonnes pratiques. Après avoir identifié ces pratiques et proposé de nouvelles techniques via l'intervention du projet, il est nécessaire de trouver un dosage délicat entre les deux. Il est par ailleurs important de considérer que l'ouverture au changement n'est pas la même au sein des différents groupes actifs dans le projet et que tout

changement aurait des implications sur la répartition du pouvoir au sein des communautés. Ainsi, travailler avec un groupement de jeunes ou de femmes sur de nouvelles pratiques agricoles peut certes permettre d'expérimenter le changement, mais risque aussi de créer du ressentiment chez des groupes qui se sentiraient lésés. Il est donc indispensable de trouver des stratégies pour que les changements proposés soient largement partagés et soutenus dans la communauté.

En Afrique sub-saharienne
l'agriculture contribue pour

30 % au Produit
Intérieur Brut,
mais bénéficie en moyenne de
5 % du crédit
bancaire total.

Source : FAO, 2018, Statistiques
du crédit à l'agriculture (en ligne).

SOUTENIR DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES RENTABLES

Le temps de travail et le budget des ménages paysans sont limités. L'amélioration des techniques et des organisations doit conduire à une meilleure rentabilité des activités économiques (agricoles ou non-agricoles) et dégager de nouvelles ressources pour la pérennité des innovations. Cette nouvelle rentabilité doit se vérifier sur une période courte (une année, une saison) en fonction des prix du marché.

En même temps, il convient de renforcer les capacités gestionnaires, commerciales et légales des organisations paysannes, et notamment des coopératives. Ceci passe par des formations à la tenue de registres des dépenses et des recettes, à la collecte d'informations sur les prix du marché, les coûts de stockage et de transport. Ces actions renforcent en retour le pouvoir économique et l'autonomie financière des paysan-ne-s.

L'accès à l'argent pour commencer une activité peut se révéler difficile pour des paysan-ne-s incapables d'offrir des garanties. Prendre un micro-crédit est une option souvent périlleuse pour différentes raisons : l'activité agricole est risquée, le taux de crédit est souvent élevé et cela constitue une sortie nette

d'argent hors des communautés rurales. Il paraît plus adapté de renforcer l'épargne locale par des pratiques tournantes, par exemple par le biais des tontines. En effet, ces petits montants cotisés régulièrement sont réinvestis dans l'économie locale. Pour financer des investissements conséquents (équipement, cheptel), les organisations paysannes peuvent mobiliser leur épargne et obtenir des crédits auprès d'établissements bancaires nationaux ou de coopératives solidaires (voir encadré Philea).

CHANGEMENT D'ÉCHELLE

De nombreux projets soutiennent la création d'entreprises, notamment en travaillant avec les jeunes ou les femmes. L'entrepreneuriat est particulièrement envisageable pour des cultures à forte valeur ajoutée (maraîchage et condiments) ou les activités de services en amont ou aval de l'activité agricole. La structure collective (groupement ou coopérative) ou individuelle (entreprise) se décide localement. De nombreuses opportunités existent, y compris par le biais des technologies numériques.

Le dépassement de l'échelle du projet pour rayonner plus largement et obtenir un impact sur l'ensemble d'un territoire constitue un défi. Plusieurs stratégies sont possibles, comme la démultiplication du champ d'action ou le renforcement de l'autonomie locale et des capacités de plaidoyer envers les autorités nationales. La diffusion nationale - via la radio ou les réseaux sociaux - des leçons de l'expérience acquise par l'intermédiaire d'un projet peut soutenir ses stratégies.

Tourism for Help, une foire et une boutique pour soutenir l'économie locale solidaire et écologique

L'hôtel et restaurant Keur Yakaar au Sénégal est un centre de formation professionnelle qui depuis septembre 2019 offre une nouvelle filière de formation. Une dizaine d'apprenant-e-s sont formé-e-s en production, transformation et commercialisation de produits biologiques alimentaires (boulangerie et pâtisserie à base de farines locales, jus de fruits, tisanes, compléments alimentaires et confitures) ainsi que de cosmétiques bio (savons, shampoing, baumes à lèvres et huiles pour le corps). Les objectifs du Centre Keur Yakaar consistent à former et insérer les jeunes dans la vie professionnelle. Le centre organise bimestriellement un marché bio afin de sensibiliser la population locale à une alimentation plus saine. Afin d'offrir une large palette de marchandises à des consommateurs et consommatrices de plus en plus sensibles aux aliments de

leur terroir, il a été nécessaire de fédérer, autour de cette initiative, les personnes actives dans la production, la transformation et la commercialisation de produits biologiques et locaux. Aujourd'hui une vingtaine d'acteurs de la chaîne de valeur agroécologique (producteurs-trices, transformateurs-trices, commerçant-e-s et consommateurs-trices) de la Petite Côte se sont ainsi fédérés et ont créé le Club Racine (Réseaux d'Acteurs et Initiatives Écologiques) dans une logique d'entraide et de partenariat afin de renforcer les capacités/compétences de ses membres et la qualité des produits agroécologiques du Sénégal à travers la création d'un système de certification bio et les opportunités commerciales avec la création d'une centrale d'achat. La foire offre la garantie de pouvoir mutualiser les forces de vente et de diffusion des diverses productions présentées mais aussi, pour les petits acteurs économiques de la région, d'en tirer de meilleurs bénéfices. A Keur Yakaar, la boutique et la boulangerie sont ouvertes tous les jours. Ceci permet de fidéliser la clientèle et de diffuser les produits quotidiennement.



LA MÉTHODE DE FORMATION BUS (BAUERN-UNTERNEHMER-SCHULUNG)

Cette méthode utilisée par les animateurs de Graine de Baobab, est découpée en 23 modules d'environ une heure. L'animateur-trice a à sa disposition de grandes images et un descriptif précis de la séquence. Il-elle interagit constamment avec les bénéficiaires pour faire ressortir les notions et émerger la réflexion.

Neuf modules sont prévus pour renforcer la confiance en soi des participant-e-s et leur compréhension de ce qui fait la réussite d'une entreprise : la responsabilité, le succès, la critique, les objectifs, les limites, le discours solennel, la vision à long terme, les chemins pour y arriver, le plan d'action.

Quatorze autres modules sont prévus pour développer les capacités entrepreneuriales des participant-e-s aussi bien au niveau individuel que collectif (pour les groupements ou coopératives) en renforçant leurs capacités de commercialisation, de gestion et d'organisation de leur groupement : les types d'entreprises, l'environnement de l'exploitation, les mesures, produire assez de nourriture, le compte d'exploitation, les marchés, le portefeuille, les bonnes affaires, les risques, la gestion de son argent, les services financiers, plus de revenus avec la qualité, le groupe, devenir entrepreneur dans la pratique.

Philea – L'inclusion financière en zone rurale

La coopérative Philea a pour but de répondre aux besoins d'accès aux finances solidaires, éthiques et durables. À travers des crédits adaptés et des formations en éducation financière sur l'épargne, le budget et la dette, elle soutient des organisations paysannes et des petits entrepreneurs ruraux ou péri-urbains. Philea les accompagne afin qu'ils deviennent autonomes, qu'ils prévoient sur le long terme et qu'ils s'assurent un meilleur niveau de vie.

Au Burkina Faso, Philea a organisé des échanges d'expériences avec des partenaires, notamment avec l'association Graine de Baobab, pour laquelle elle a dispensé une formation à des groupements de femmes. Le but était de les renforcer et de contribuer à leur émancipation à travers l'enseignement de l'importance de constituer une épargne afin d'assurer une plus grande stabilité financière et de se constituer un capital. Ces fonds sont nécessaires pour investir dans les activités génératrices de revenus ou pour faire face à des situations d'urgence sans risquer le surendettement. Les retours positifs de la part des bénéficiaires encouragent Philea dans le maintien de cette activité. La coopérative prévoit de la diffuser auprès d'autres partenaires des organisations membres de la FGC en Afrique de l'ouest.

“

Les partenariats paysans-consommateurs et paysans-commerçants sont des domaines prioritaires car il faut trouver des solutions pour contrer les importations massives de produits alimentaires et pour organiser des marchés locaux et nationaux favorables à la promotion du « consommer local ».”

Mamadou Cissokho, Sénégal,
président d'honneur du ROPPA.

DÉFIS ET APPRENTISSAGES

- La production agricole peut être affectée par des aléas climatiques ou l'invasion de ravageurs (comme les criquets pèlerins). Ces risques doivent donc être intégrés autant que possible dans le modèle économique imaginé, afin d'être anticipés.
- Les productions locales peuvent être difficiles à commercialiser car elles sont plus chères que les produits importés subventionnés peu respectueux des critères d'égalité et de respect de l'environnement. Un travail de sensibilisation de la population sur le consommateur local est souvent incontournable pour commercialiser ces produits et un travail de plaidoyer au niveau national est aussi essentiel pour opérer des changements structurels **(Voir fiche E : Organisations paysannes et réseaux)**.

- Les solutions techniques proposées apparaissent adaptées à un moment donné, mais pas sur la durée, elles doivent être abandonnées ou revues.
- Lorsque les capacités de gestion sont encore faibles mais que les rentrées d'argent s'améliorent, les risques de détournements augmentent. De plus, si le nombre de personnes formées est trop réduit, celles-ci peuvent tendre à accaparer les postes clefs de l'organisation locale, minant ainsi les capacités d'adaptation et d'action. La mise en place de mesures d'accompagnement est donc indispensable **(Voir fiche E : Organisations paysannes et réseaux)**.

“ Nous avons organisé les groupements pour, une fois la production faite, arriver à faire une commercialisation groupée. Nous avons signé des contrats avec les unités industrielles du Sénégal et obtenu ainsi des ressources juste en fin d'hivernage, ressources qu'aussitôt après nous utilisons pour la campagne maraîchère ou pour des activités d'emboûche bovine et ovine pendant la saison sèche. ”

Mass Gning, Sénégal,
Union des groupements paysans de Fissel.



- La concurrence entre des projets qui proposent des solutions différentes désoriente les populations et empêche d'avancer.
- Lorsque de nombreux paysan-ne-s se lancent dans une même production, les marchés se retrouvent submergés par un même produit, ce qui risque d'en faire diminuer le prix et de limiter les possibilités d'écoulement **(Voir fiche G : Accès au marché et commercialisation)**.
- Dès le début du projet, une stratégie de sortie du projet doit être élaborée. Ceci peut être difficile des deux côtés, notamment lorsque des liens forts et des amitiés se sont créés entre l'organisation locale et l'organisation d'appui du Nord. Il est cependant nécessaire que sur le terrain les acteurs puissent rechercher et établir de nouveaux partenariats, afin de dépasser la logique projet et que l'initiative soit réellement intégrée au tissu socio-économique local.

Avec le soutien du partage des savoirs

**FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION**

Mettons le monde en mouvement

POUR ALLER PLUS LOIN

- Andreas Hermes Akademie
- Philea
- Tourism for Help
- 📖 Mamadou Cissokho : « Dieu n'est pas un paysan » (édité par le Grad et Présence Africaine)